

Province de HAINAUT
Arrondissement de MONS
COMMUNE DE JURBISE

PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE

SEANCE PUBLIQUE DU 22 janvier 2013

PRESENTS : MM. Galant J., Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M., Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,
Robette-Delputte F., Decamps P., Delhay J., Chanoine V., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C.,
Egels E., Petit N., Conseillers.
Monsieur Gillard S., Secrétaire Communal f.f.

EXCUSEE : Vanderkel A., Conseillère

Point supplémentaire

La Présidente débute la séance en proposant l'ajout d'un point supplémentaire à l'ordre du jour :
« SECRETARIAT – Comité de Concertation Commune-CPAS : désignation de la délégation communale »

L'ajout de ce point à l'ordre du jour est approuvé à l'unanimité.

Prestation de serment

Avant d'entamer l'ordre du jour, Monsieur Vincent Chanoine, Président du CPAS, prête le serment suivant en tant que membre du Collège communal : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux Lois du peuple belge ».

1. Approbation du Procès-verbal de la séance du 18 décembre 2012– partie publique — Approbation.

Le Conseil Communal, à l'unanimité :

Approuve le procès-verbal de la séance du Conseil Communal du 18 décembre 2012, partie publique.

2. FINANCES – Douzième provisoire pour l'exercice 2013 – Approbation

Le Conseil Communal,

Attendu que le budget communal pour l'exercice 2013 n'est pas clôturé vu le manque de renseignements nécessaires à l'établissement correct de celui-ci;

Attendu qu'il n'est donc pas possible au Conseil Communal de voter le budget de l'exercice 2013 dans les délais prévus par le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation ;

Considérant qu'il est toutefois nécessaire que le Collège Communal et le Receveur Communal puissent respectivement engager et régler les dépenses obligatoires et indispensables afin d'assurer la vie normale des services communaux, et ce, dans les limites tracées par les dispositions légales ;

Attendu que le recours aux douzièmes provisoires doit être exceptionnel et strictement limité, dans le respect des principes contenus dans l'A.R. du 02/08/1990 portant règlement général de la comptabilité communale paru au MB du 03/10/1990 et plus particulièrement son article 14, aliéna 2 ;

Attendu que le budget communal de l'exercice 2013 sera présenté au Conseil Communal courant février 2013;

Vu les articles L3121-1 et L3122-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'impérieuse nécessité ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article unique : D'arrêter, pour l'exercice 2013, des crédits provisoires d'un deuxième douzième des allocations correspondantes portées au budget ordinaire de l'exercice précédent, pour pourvoir aux dépenses ordinaires indispensables à la bonne marche des établissements et services communaux.

3. FINANCES – Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean – Budget 2013 – avis

La Présidente présente le dossier.

Le budget présente un montant de 42.136,73 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter s'élève à 7.217,28 euros à l'ordinaire.

L'intervention communale à solliciter s'élève à 19.755,50 euros à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

4. FINANCES – Fabrique d’Eglise Saint Eloi de Jurbise – Budget 2013 – avis

La Présidente présente le dossier.

Le budget présente un montant de 38.256,15 euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter s’élève à 32.978,11 euros à l’ordinaire.

Aucune intervention communale n’est sollicitée à l’extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

5. SECRETARIAT – Comité de Concertation Commune-CPAS: désignation de la délégation communale – approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu également le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, en son article 1122-34 ;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS, notamment en ses articles 26 §2, 33 §2 et 111 §1^{er} ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Revu sa délibération du 12 décembre 2006 désignant la délégation communale pour la Concertation Commune-CPAS ;

Procède au scrutin secret pour désigner 2 membres du Conseil communal qui feront partie du Comité de Concertation :

20 conseillers prennent part au vote ;

20 bulletins sont trouvés dans l’urne ;

Le dépouillement donne le résultat suivant :

- *Madame Mireille D’Haese-Leuridant a récolté 16 voix en sa faveur*
- *Monsieur Guy Caulier a récolté 15 voix en sa faveur*
- *Madame Nathalie Petit a récolté 4 voix en sa faveur*
- *Monsieur Eddy Breuse a récolté 4 voix en sa faveur*
- *Monsieur Daniel Horny a récolté 1 voix en sa faveur*

Il y a 0 bulletin blanc.

Décide, en conséquence :

Art.1 : Madame Mireille D'Haese-Leuridant et Monsieur Guy Caulier sont désignés pour faire partie du Comité de Concertation Commune-CPAS.

Art. 2 : Des extraits de la présente délibération seront transmis au C.P.A.S. de Jurbise.

6. JURIDIQUE - Nouveau règlement d'ordre intérieur du Conseil communal de Jurbise – approbation

La Présidente propose de modifier l'article 72, alinéa 2 et de fixer à 4 le nombre de questions orales par groupe politique et par séance.

Madame Senecaut constate que ce projet de règlement est basé sur le modèle établi par l'Union des Villes et Communes de Wallonie, mais le juge plus strict que le modèle original. Elle demande également quelle est l'utilité de restreindre, à l'article 72, le nombre de questions orales par groupe, faisant également remarquer que les questions posées découlent souvent de l'importance de l'actualité, celle-ci pouvant être fort variable d'une séance à l'autre. La Présidente lui répond que cette mesure permettra d'organiser et de structurer davantage la séance de questions orales, et permettra au Collège communal d'apporter des réponses plus précises aux conseillers.

Madame Senecaut demande s'il est vraiment utile, comme stipulé à l'article 72 alinéa 1^{er}, de faire viser par le chef de groupe les questions orales qui seront posées en séance. La Présidente lui répond par l'affirmative.

Monsieur Delhaye s'interroge sur l'opportunité, à l'article 70 alinéa 3, de considérer comme irrégulières « les interpellations relatives à l'établissement, au changement ou à la suppression des impositions communales ainsi qu'au budget et à l'examen des comptes », estimant que les questions, remarques et interpellations sur des matières aussi importantes que le Budget et le Compte devraient pouvoir être faites tout au long de l'année. Le Collège communal marque son accord sur la proposition de suppression de cette phrase.

Madame Senecaut propose de modifier l'article 45, en supprimant la phrase « et que sa demande a été acceptée par le Conseil à la majorité absolue des suffrages telle que définie à l'article 35 du présent règlement ». Le Collège communal marque son accord sur cette proposition.

Madame Senecaut et Monsieur Delhaye évoquent l'éventuelle opportunité, à l'article 24, d'intégrer les dispositions relatives à la possibilité de confier la présidence du Conseil communal à un membre du Conseil communal, comme permet désormais de l'envisager le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. La Présidente leur confirme toutefois la disposition actuellement reprise à l'article 24.

Le projet de nouveau règlement d'ordre intérieur du Conseil communal est approuvé avec 16 voix pour et 4 abstentions.

Le Conseil Communal, avec 16 voix « pour et 4 « abstentions »,

DECIDE :

Article 1er. - D'adopter le nouveau règlement d'ordre intérieur du Conseil communal de Jurbise.

Article 2. - De transmettre pour approbation aux autorités de tutelle, un exemplaire de la présente délibération ainsi qu'un exemplaire du nouveau règlement d'ordre intérieur du Conseil communal.

7. URBANISME – Renouvellement de la Commission Communale d'Aménagement du Territoire et Mobilité (C.C.A.T.M) – approbation

Madame Senecaut demande si le nombre de mandats qu'un suppléant peut effectuer est également limité à 3. La Présidente lui confirme que selon les informations dont elle dispose, cette limite s'appliquerait également aux suppléants.

Le Conseil Communal,

Considérant que le nouveau Conseil Communal a été installé le 4 décembre 2012, suite aux élections du 14 octobre 2012 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'article 7 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1 : de renouveler la Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et Mobilité ;

Article 2 : de charger le Collège communal de lancer un appel public aux candidats conformément à l'article 7 §2 du C.W.A.T.U.P.E.

Article 3 : d'adresser la présente délibération au Service public de Wallonie – Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de l'Aménagement Local, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes.

8. SECRETARIAT - Courrier du 9 janvier 2013 des Services fédéraux du Gouverneur du Hainaut – Service Tutelle Police : validation de l'élection des membres (mandataires et suppléants) du Conseil de Police – information

Monsieur Delhaye demande si la Présidente dispose d'informations relatives à la situation dans la Commune de Brugelette, où de nouvelles élections devront être organisées, ce qui pourrait avoir une incidence sur l'organisation des séances du Conseil de Police. La Présidente lui fait part des informations dont elle dispose.

Le Conseil Communal,

Prend connaissance de l'information.

9. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Par le Conseil Communal,

Le Secrétaire Communal f.f,

La Présidente,

Stéphane GILLARD

Jacqueline GALANT